

**séance du 27 mai 2026**

**Représentant-es : Mélodie Bouhours Pascale Canova**

Madame la secrétaire générale,  
Cher-es collègues,

La commission interne des services centraux se tient aujourd'hui avec deux points majeurs à l'ordre du jour : le rapport social unique et la carte des emplois. La CFDT interviendra sur ces deux sujets.

Mais d'emblée, une difficulté majeure s'impose : comment acter des suppressions de postes sans connaître les évolutions de l'organigramme proposées par l'AEFE ? À ce stade, aucun groupe de travail dédié n'a été réuni. Cette méthode n'est pas acceptable.

Dans les propositions de postes, certaines situations individuelles — départs à la retraite notamment — sont simplement entérinées. D'autres, en revanche, relèvent de non-renouvellements de contrats. Or ces décisions ne sont jamais explicitement présentées ni expliquées. Ce manque de transparence est plus qu'avéré, et nous le déplorons fermement.

Plus grave encore, la suppression envisagée du poste « risques majeurs » nous choque. Comme si le monde était stable, comme si les établissements français à l'étranger évoluaient partout en pleine sécurité. Cette décision contredit directement les propos tenus par la DGM elle-même lors de sa prise de fonctions, qui rappelait aux membres du conseil d'administration que la France est devenue une cible.

Supprimer un poste clé de sécurité, c'est ignorer la réalité de l'Ukraine, du Moyen-Orient, du Mali, mais aussi des crises sanitaires comme le Covid, Ebola, Monkey Pox. C'est prendre le risque de fragiliser l'ensemble du dispositif, mais aussi fragiliser les agents déjà sous tension, qui font face à une activité accrue avec des effectifs réduits. Nous nous y opposons avec fermeté.

Par ailleurs, la réforme en cours de l'AEFE crée une forte insécurité parmi les personnels. Parmi les pistes évoquées, le passage au détachement direct des personnels enseignants soulève de nombreuses interrogations. Quid de l'avenir de la gestion administrative dans ce contexte ? Et ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres qui illustrent l'incertitude et la pression mentale dans lesquelles exercent aujourd'hui les collègues des services centraux.

Pour la CFDT, ces méthodes doivent changer. La transparence, le dialogue social et la cohérence des choix doivent être au rendez-vous.